

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 415 / Juin 2024

# PANORAMA DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## Caractéristiques structurelles

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km <sup>2</sup>
Superficie de la ZEE	5 500 000 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Pacifique Sud, Auckland à 4 100 km, Honolulu à 4 400 km, Paris à 15 700 km
Langues parlées	Français et langues vernaculaires <sup>(1)</sup>
Monnaie	Franc Pacifique – F CFP - (code ISO 4217 : XPF) - 1 000 F CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité d'outre-mer rattachée à la France
Rang mondial IDH (2010)	75

(1) Tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae...

### Repères historiques

Originaire de l'Asie du Sud-Est, le peuple polynésien s'est progressivement implanté, de 300 après J.-C. à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Quant aux Européens, ils ont accosté en Polynésie française dès 1521 (Magellan), mais ne se sont installés qu'en 1767, après l'arrivée du capitaine Wallis.

À la fin du règne de la dynastie Pomare, le territoire passe sous protectorat français (1842) avant d'être cédé à la France (1880). Les Établissements français d'Océanie (EFO) deviennent « Polynésie française » en 1957 et le rattachement à la France est confirmé par référendum en 1958.

La création du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) en septembre 1962 suivie de son installation en 1964, et des premiers essais nucléaires en 1966, qui perdureront jusqu'en 1996, bouleversent l'économie et la société polynésiennes.

Le Pacte de progrès (1993), cosigné par l'État et le gouvernement polynésien pour assurer la transition post nucléaire vers une croissance autocentrée, contribue à l'émergence d'activités telles que la pêche, la perliculture, le tourisme et la construction.

### Organisation institutionnelle

L'autonomie de gestion (1977) est complétée par le statut d'autonomie interne en 1984. Plusieurs fois amendé, il donne une personnalité propre à la Polynésie française au sein de la République (1996) et des pouvoirs élargis (2004).

Les fonctions de l'État, circonscrites aux missions régaliennes (garantie des libertés publiques, défense, sécurité, monnaie et crédit...), sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

- Le **Président**, élu par l'Assemblée de la Polynésie française pour 5 ans, constitue le Gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de Pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale.
- Le **Gouvernement**, composé d'un vice-président et de 7 à 10 ministres, est chargé des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée de la Polynésie française ainsi que les mesures d'application nécessaires.
- L'**Assemblée de la Polynésie française** (APF), composée de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct, adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le Gouvernement. Elle vote le budget, approuve les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du Gouvernement.
- Le **Conseil économique, social, environnemental et culturel** (CESEC), assemblée consultative de 48 membres désignés pour 4 ans représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le Gouvernement ou l'APF. Il peut aussi s'autosaisir sur des problématiques de son choix.

## Une population qui vieillit

Selon le dernier recensement, la Polynésie française comptait 278 786 habitants en 2022, en hausse moyenne annuelle de 0,2 % depuis le précédent réalisé en 2017. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement démographique : la faiblesse de la natalité, liée au recul de la fécondité (1,8 enfant par femme en âge de procréer contre 4,2 dans les années 1980) et le solde migratoire. Négatif depuis une quinzaine d'années, il a été estimé à 1 300 départs nets en moyenne par an entre 2017 et 2022. Élément conjoncturel, la Covid-19 a également joué un rôle, engendrant une hausse exceptionnelle des décès en 2021.

Alors que le nombre de personnes de plus de 60 ans est plus élevé (15 % de la population en 2022 contre 7 % en 2002), la proportion de jeunes de moins de 20 ans diminue (29 % contre 40 %).

Les plus grandes concentrations de population se trouvent aux îles du Vent (75 %), notamment à Tahiti (69 %), et aux îles Sous-le-Vent (13 %).

Indicateurs démographiques en 2022	Polynésie française	France
Population (millions)	0,28	68,1
Part des moins de 20 ans (%)	29,0	23,3
Part des 20-59 ans (%)	56,7	48,9
Part des 60 ans et plus (%)	15,0	27,7
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> )	73	118
Évolution annuelle moy. de la population (% 2017-2022)	0,3	0,3
Taux de natalité (taux pour 1000 habitants)	12,9	10,6
Taux de mortalité (taux pour 1000 habitants)	6,0	9,8
Taux de mortalité infantile (moyenne annuelle 2017-21, pour 1000 naissances)	6,0	3,7
Indice conjoncturel de fécondité	1,8	1,8
Espérance de vie des femmes à la naissance (années)	79,0	85,1
Espérance de vie des hommes à la naissance (années)	74,9	78,6

Source : Insee, ISPF

## Panorama de l'économie

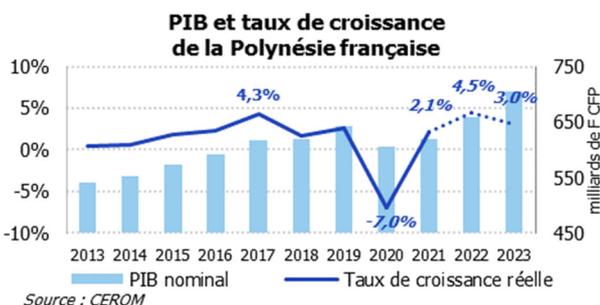
Depuis le début du siècle, la Polynésie française a connu deux crises majeures : une dépression économique de 2008 à 2012, aggravée par une instabilité politique chronique, puis la Covid-19, qui a provoqué la mise en sommeil du tourisme international.

Principaux indicateurs économiques en 2022	Polynésie française	France
PIB (milliards de F CFP courants <sup>(1)</sup> )	659,815	314 928
Taux de croissance du PIB (% F CFP constants <sup>(1)</sup> )	4,5	2,5
PIB par habitant (millions de F CFP courants <sup>(1)</sup> )	2,37	4,63
Taux de dépendance aux importations (en %/PIB)	38	29

Sources : CEROM, IEOM, Insee

(1) Estimation CEROM

Selon les estimations des Comptes économiques rapides, la pandémie a fait plonger le PIB polynésien de 7,0 % en 2020. Le rebond de l'économie, relativement modeste en 2021 (+2,1 %), est véritablement intervenu lors des exercices suivants (+4,5 % en 2022 et +3,0 % en 2023).



La croissance a été soutenue par l'essor de la demande extérieure et la consommation des ménages.

### Recul de l'inflation

Après une décennie de modération, les prix à la consommation ont flambé, +8,5 % en glissement annuel en 2022, fortement impactés par les tensions internationales (hausse des cours matières premières, désorganisation des chaînes d'approvisionnement, guerre en Ukraine, etc.).

Une fois la pression retombée, l'indice des prix à la consommation (IPC) a fini à +0,6 % en 2023.

Alors que la baisse des carburants (-14,4 %) a fortement contribué à son ralentissement, quelques postes ont significativement augmenté, parmi lesquels les prix de l'alimentaire (+0,6 %), des loyers (+ 5,0 %) et de l'hôtellerie-restauration (+ 3,5 %).

### Dynamisme de l'emploi

Le marché du travail est dominé par le secteur tertiaire, qui emploie 8 salariés sur 10, notamment dans les services non marchands (plus d'un emploi sur quatre).

Entre 2013 et 2019, les effectifs salariés ont progressé d'un millier par an en moyenne, avant une baisse de 2 300 au cours de l'exercice 2020 dans le contexte de la crise sanitaire.

Par la suite, la reprise économique a permis la restauration du marché du travail, conduisant à un recul du taux de chômage à 8,5 % en 2023 (10,0 % en 2019).

Emploi	2013	2023 (sept.)	Évolution 2013/2023 <sup>(1)</sup>
Emploi total	71 517	ND	-
Emploi non salarié	10 381	ND	-
Emploi salarié	61 136	72 322	1,5%
Secteur primaire	1768	1656	-0,6%
Industrie	4 776	5 640	15%
BTP	4 249	5 784	2,8%
Commerce	9 016	10 867	1,7%
Autres services	41327	48 375	14%

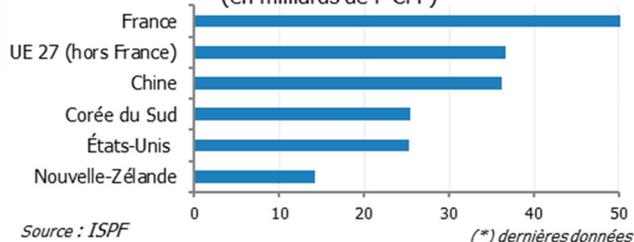
Sources : CPS, ISPF

(1) Taux de croissance annuel moyen

## Des échanges extérieurs déficitaires

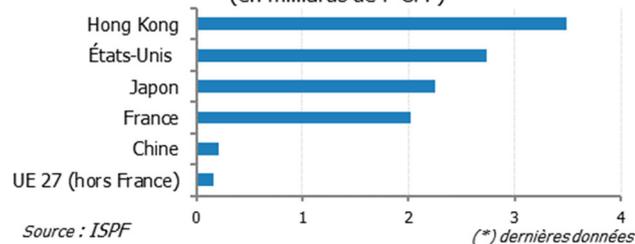
L'isolement géographique de la Polynésie française et l'exiguïté de son marché intérieur limitent les possibilités d'économies d'échelle et les productions locales de substitution aux importations. Structuellement déficitaire, la balance commerciale réelle (hors réexportations et importations exceptionnelles) s'est établie à -225 milliards de F CFP en 2023 (contre -182 milliards en 2019 avant la crise sanitaire).

**Principaux fournisseurs en 2022\***  
(en milliards de F CFP)



Premiers partenaires du pays, les pays d'Europe, France en tête, la Chine et les États-Unis représentent plus de la moitié de son commerce extérieur.

**Principaux clients en 2022\***  
(en milliards de F CFP)



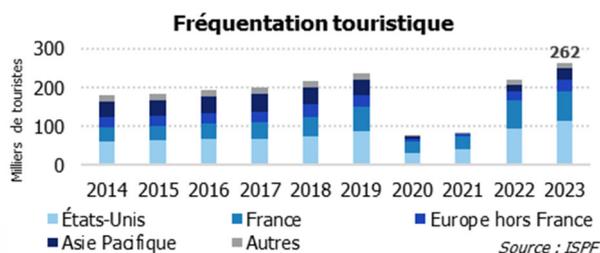
## Les principaux secteurs

L'économie polynésienne dépend principalement du secteur tertiaire, qui représente plus de 80 % de la valeur ajoutée. Les services non marchands en concentrent un tiers. L'apport des secteurs primaire (3 %) et secondaire (12 %) est plus limité dans la création de richesses.

### Le tourisme

Le tourisme est la première recette à l'export de la Polynésie française. En progression moyenne de 6,3 % par an après la dépression de 2008-2012, la fréquentation touristique a été divisée par trois pendant les années Covid.

Elle est ensuite vigoureusement repartie pour établir un record absolu de 262 000 visiteurs en 2023.



Les principaux marchés émetteurs de la Polynésie française sont les États-Unis (43 % du total en 2023), l'Europe (41 %), dont la France (30 %) et la zone Pacifique (9 %), principalement l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Calédonie.

Importations (en millions de F CFP)	2023	Part
Biens intermédiaires	53 507	23 %
Produits des industries agroalimentaires	53 628	21 %
Biens d'équipement*	45 616	20 %
Biens de consommation	36 402	16 %
Produits énergétiques	33 204	10 %
Produits de l'industrie automobile	21 200	9 %
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	4 325	2 %
<b>Total</b>	<b>247 884</b>	<b>100 %</b>

Sources : Douanes, ISPF (\*) Hors importations exceptionnelles

Exportations* (en millions de F CFP)	2023	Part
Produits perliers	17 914	53 %
Poisson	2 295	19 %
Huile de coprah	340	7 %
Vanille	560	6 %
Noni	198	5 %
Monoï	254	3 %
Nacres	166	2 %
Divers	827	6 %
<b>Total</b>	<b>22 553</b>	<b>100 %</b>

Sources : Douanes, ISPF (\*) Hors réexportations

Les échanges de services sont traditionnellement excédentaires grâce au tourisme et au transport aérien. Impactés par la crise sanitaire en 2020 et 2021, ils ont retrouvé en 2022 un solde largement positif de 56,5 milliards de F CFP, similaire à celui de la période pré-Covid (55 milliards en 2019).

Un touriste sur cinq vient pour une croisière, un sur dix pour du tourisme affinitaire et les autres se tournent vers l'hôtellerie.

### La perliculture

La perliculture, deuxième source de devises du pays a été très affectée par la crise sanitaire, en sus des problèmes préexistants (surproduction, qualité, commercialisation...).

La suspension temporaire de la fiscalité sur les perles, destinée à soutenir le secteur, a débouché sur un déstockage massif de produits de faible qualité en 2021.



En 2023, les exportations ont doublé en volume (17 tonnes) et triplé en valeur (17 milliards de F CFP) par rapport à l'année précédente, propulsées par une demande exceptionnelle.

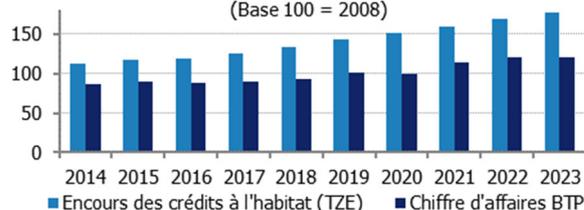
## Le secteur secondaire

Le secteur secondaire représentait 18 % du chiffre d'affaires total déclaré pour le versement de la TVA et 16 % des effectifs salariés en 2023. Impacté par la récession de 2008-2012, puis par la crise sanitaire, il a subi l'inflation des prix des matières premières et des biens intermédiaires post-Covid. L'index du BTP a enregistré une hausse moyenne de 11,8 % en 2022, puis de 5,7 % en 2023.

Le BTP a en outre été affecté par la faiblesse de la commande publique et de l'investissement des ménages. En 2023, les dépenses publiques liquidées ont atteint 12,2 milliards de F CFP, en repli de 20 % sur l'année

(15,2 milliards en 2022) et de 5 % par rapport à 2019 (12,9 milliards).

Évolution du BTP  
(Base 100 = 2008)



Sources : IEOM, ISPF

## Le financement de l'économie

3 banques (Banque Socredo, Banque de Tahiti et Banque de Polynésie), 2 établissements de paiement (Marara Paiements et EGPF-NiuPay), 3 sociétés de financement (Ofina, BPCE Lease Tahiti et Sogelease BDP) et la CDC opèrent en Polynésie française. Des établissements financiers hexagonaux (AFD, CASDEN, CAFFIL, DEXIA Crédit local) et la BEI, institution financière de l'Union européenne y exercent aussi une activité à distance sans guichet local. L'offre de financement est complétée localement par la SOFIDEP (prêts pour les PME), ainsi que l'Adie et Initiative Polynésie pour du microcrédit et des prêts d'honneur.

### Indicateurs monétaires et financiers

	2014	2023	TCAM <sup>(1)</sup>
Masse monétaire M3 (mds F CFP) fin décembre	407	722	6,6%
Taux de créances douteuses (en %)	12,8	2,6	-
Nombre d'habitants par guichet bancaire	4 235	2 050	-7,7%
Nombre d'habitants par guichet automatique	1623	1557	-0,5%
Nombre de comptes bancaires par habitant	142	138	-0,3%
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,72	0,96	3,2%

Source : IEOM

(1) Taux de croissance moyen/an

Sur la décennie, l'encours sain des crédits des banques polynésiennes a progressé de 4,9 % en moyenne par an. Elles sont quasiment parvenues à diviser par trois leurs créances douteuses (19 milliards de F CFP en 2023 contre 52 milliards en 2014), accumulées pendant la crise de 2008-2012, en se livrant à des opérations de cessions auprès de sociétés spécialisées et en rationalisant leurs procédures de recouvrement.

Le dynamisme de l'économie, retrouvé après la Covid-19, a stimulé leur encours sain, +8,1 % en rythme annuel à fin 2023, et avec une maîtrise de la qualité de leur portefeuille, leur taux de créances douteuses brutes se réduisant à 2,6 %.

### Indicateurs entreprises

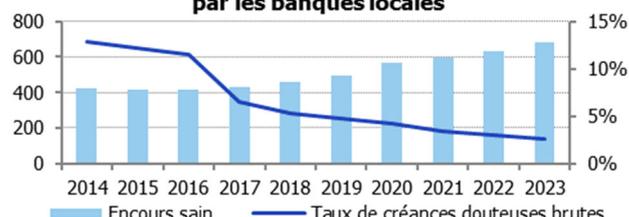
	2014	2023	TCAM <sup>(1)</sup>
Taux des crédits aux entreprises 4 <sup>e</sup> trimestre :			
- Découvert (en %)	5,54	5,87	0,6%
- Équipement (en %)	4,38	3,8	-1,6%
Actifs financiers (mds F CFP) fin décembre	116	205	6,6%
Concours bancaires (mds F CFP) fin décembre (*)	157	316	8,1%
dont crédits d'exploitation	42%	37%	-
dont crédits d'investissement	45%	49%	-
Taux de créances douteuses brutes - Ets de crédit locaux fin décembre (en %)	19,9	3,2	-

Source : IEOM

(1) Taux de croissance moyen/an

(\*) établissements de crédit locaux et hors zone d'émission

Évolution de l'encours des crédits octroyés par les banques locales

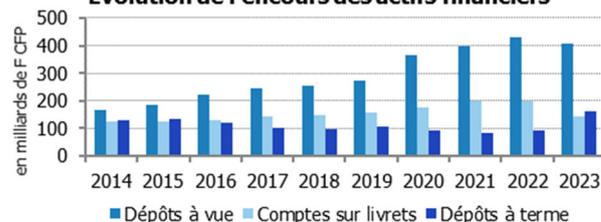


Source : IEOM

Entre 2013 et 2023, l'encours des actifs financiers des agents économiques s'est accru de 4,9 % en moyenne annuelle. Le faible niveau des taux d'intérêt observé jusqu'au premier semestre 2022 a avantagé les dépôts à vue (52 % du total en 2022 contre 32 % en 2013), au détriment des placements rémunérés tels que les dépôts à terme (11 % contre 24 %).

Le relèvement des taux directeurs a conduit à de nouveaux arbitrages vers les dépôts à terme (20 % des actifs en 2023).

Évolution de l'encours des actifs financiers



Source : IEOM

### Indicateurs ménages

	2014	2023	TCAM <sup>(1)</sup>
Taux des crédits aux ménages 4 <sup>e</sup> trimestre :			
- Découvert (en %)	1165	1132	-0,3%
- Immobilier (en %)	3,74	3,41	-10%
Actifs financiers (mds F CFP) fin décembre	382	531	3,7%
Concours bancaires (mds F CFP) fin décembre (*)	277	382	3,6%
dont crédits habitat	66%	71%	-
dont crédits consommation	30%	23%	-
Taux de créances douteuses brutes - Ets de crédit locaux fin décembre (en %)	8,2	2,4	-

Source : IEOM

(1) Taux de croissance moyen/an

(\*) établissements de crédit locaux et hors zone d'émission